

Cameroun : les zones d'accueil des personnes déplacées, entre recomposition sociodémographique et gestion des personnes à besoins spécifiques

Joséphine Lémonogué • Enseignante-chercheuse à l'université de Dschang (Cameroun)

Éric Joël Fofiri Nzossie • Enseignant à l'université de Ngaoundéré (Cameroun)

Jasmine Laurelle Kabou Nzouyem • Doctorante à l'université de Dschang (Cameroun)

Cette contribution capitalise les résultats de deux études menées au Cameroun dans les régions de l'Extrême-Nord sur les dynamiques démographiques des déplacés de la crise de Boko Haram et dans la région de l'Est sur la prise en charge des personnes à besoins spécifiques (PBS) parmi les déplacés de la crise centrafricaine. Elle explique en quoi la maîtrise des données démographiques peut contribuer à mieux appréhender les enjeux humanitaires et orienter la prise de décisions.

Le Cameroun expérimente de nouveaux enjeux humanitaires polarisés par les crises sécuritaires qui se sont ajoutées aux crises naturelles (sécheresse, inondations, invasions acridiennes). Aux déplacements saisonniers peu massifs et circonscrits se sont substituées les mobilités transfrontalières et internes, massives et spatialement diffuses. Celles-ci sont exacerbées par la résurgence des conflits sociopolitiques en République centrafricaine et le terrorisme transfrontalier au Nigeria. Ces conflits se propagent au Cameroun depuis 2013¹. Le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) y a recensé, en 2018, 358 438 réfugiés, dont 258 779 Centrafricains installés depuis 2013 dans les régions administratives de l'Est et de l'Adamaoua et 96 367 Nigériens dénombrés en 2014 dans la région de l'Extrême-Nord. Plus de 200 000 Camerounais ayant abandonné les villages le long de la frontière camerouno-nigérienne vivent dans l'Extrême-Nord en situation de déplacés internes.

Plusieurs villes et villages des six départements que compte la région administrative de l'Extrême-Nord (Mayo-Tsanaga, Logone-et-Chari, Mayo-Sava, Diamaré, Mayo-Kani et Mayo-Danay) ont massivement accueilli des Nigériens et des déplacés internes. Dans les régions de l'Est et de l'Adamaoua, la crise centrafricaine y a polarisé un flux important de réfugiés centrafricains. La présence des déplacés externes et internes dans ces deux ensembles régionaux s'est révélée être le vecteur d'une dynamique sociodémographique qui a généré des effets pluriels, lesquels ont orienté les choix d'intervention des humanitaires. De même, ils sous-tendent durablement les mutations sociodémographiques régionales.

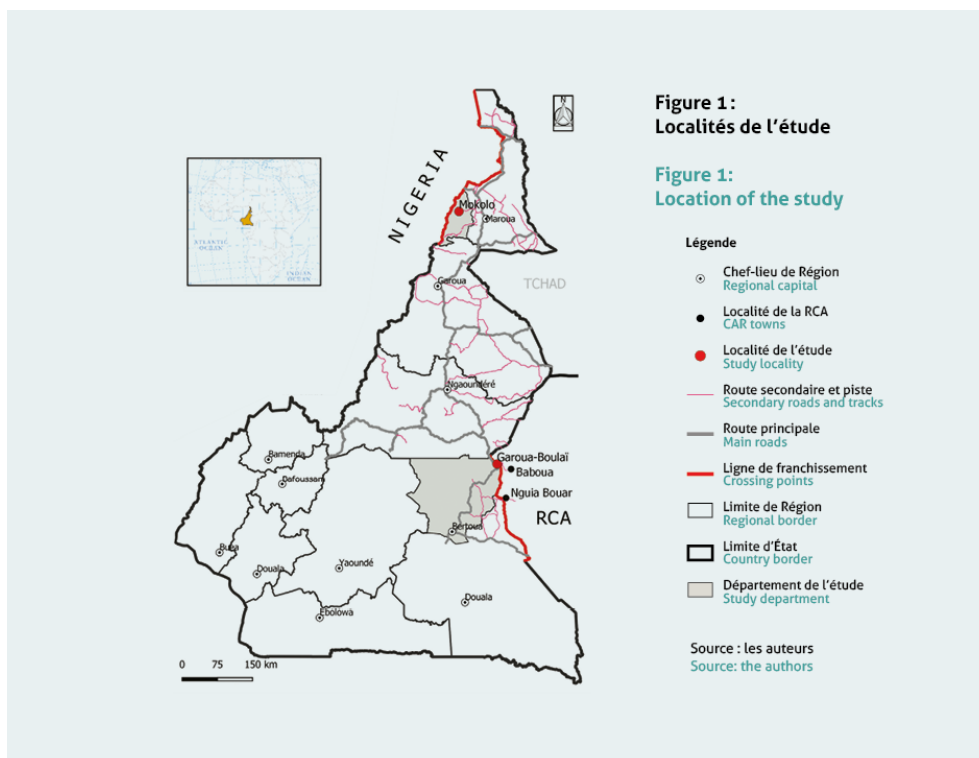
Cette contribution mobilise les échelles d'analyse de la région et de l'arrondissement pour tenter de comprendre la distribution spatiale des déplacés et leurs conséquences. L'échelle régionale

¹ Emmanuel Chauvin et Christian Seignobos, « L'imbroglie centrafricain. État, rebelles et bandits », *Afrique contemporaine*, 2013/4, n° 248, p. 119-148 ; François Wassouni et Adder Abel Gwoda, *Boko Haram au Cameroun : dynamiques plurielles*, Éditions Peter Lang, 2017 ; François Wassouni et Adder Abel Gwoda (dir.), *Regards croisés sur le phénomène Boko Haram*, Yaoundé, Éditions du Schabel, 2017 ; Géraud Magrin et Marc-Antoine Pérouse de Montclos, *Crise et développement. La région du lac Tchad à l'épreuve de Boko Haram*, Agence française de développement (AFD), 2018.

HUMANITARIAN ALTERNATIVES

tente de capter l'impact de la création des camps dans cette distribution, à l'instar de celui de Minawao, centre d'intérêt de l'action humanitaire au Cameroun, de plusieurs camps des déplacés internes et ex-otages de Boko Haram. Cette échelle permet de saisir les mutations de la structure démographique au niveau régional. L'échelle de l'arrondissement est focalisée sur la gestion locale des déplacés à partir de l'exemple du village de Gado-Badzéré dans l'arrondissement de Garoua-Boulai (région de l'Est) situé à 35 kilomètres de la frontière avec la RCA (figure 1). Selon le HCR, ce petit village accueillait, en avril 2018, 24 678 réfugiés centrafricains, dont 58 % de moins de 18 ans, contre 2 498 habitants dénombrés lors du troisième recensement de 2005. Gado-Badzéré abrite un camp de réfugiés qui représente une véritable oasis pour les déplacés externes. Sa dynamique démographique a entraîné la saturation des structures socioéconomiques et sanitaires déjà inadaptées pour les populations locales et interroge l'efficacité de la prise en charge des déplacés.

Le contexte précédent invite à une réflexion pour analyser les mutations sociodémographiques dans les échelles retenues et interroger en quoi la maîtrise et le contrôle des dynamiques démographiques peuvent aider à appréhender les enjeux humanitaires pour les prévisions utiles à l'action humanitaire de demain. Autrement dit, comment la capitalisation de l'outil démographique peut-elle permettre aux acteurs humanitaires de mener à bien ces actions ? Diverses sources de données ont été mobilisées pour cerner l'objet étudié : les observations de terrain ; les bases de données du bureau HCR Cameroun² et de l'Organisation internationale des migrations (OIM Cameroun³) ; les rapports administratifs des humanitaires (Lutheran World Federation – LWF – ; Solidarités International ; Public Concern...) ; les enquêtes de terrain (organisation d'une vingtaine de *focus group* avec les déplacés externes et internes, enquêtes par questionnaire auprès de 398 ménages de réfugiés à Gado-Badzéré) ; les témoignages des acteurs divers.



² Cameroun Extrême-Nord : Statistiques des réfugiés et PDI, 13 septembre 2019, <https://data2.unhcr.org/fr/documents/download/71362>

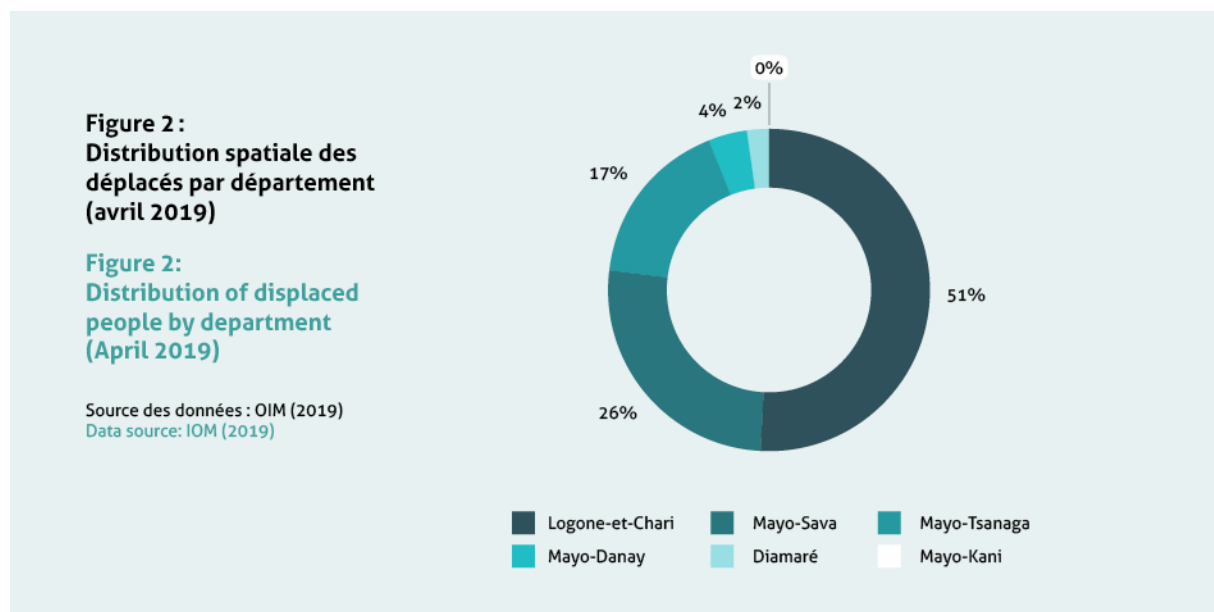
³ ONU Migration Cameroun, <https://www.iom.int/fr/countries/cameroun>

Les crises sécuritaires, vecteur de dynamiques démographiques

En juillet 2019, le Cameroun accueillait 398 671 réfugiés originaires d'une dizaine de pays dont 287 467 Centrafricains, 107 840 Nigériens et 1 518 Tchadiens⁴. 347 372 déplacés internes et externes étaient retournés dans leur localité d'origine et 262 831 Camerounais vivent actuellement en situation de déplacés internes dans la région administrative de l'Extrême-Nord. Les données publiées au 13 septembre 2019 pour la même région mentionnent un total de 479 101 individus (89 062 ménages) identifiés par le HCR.

De profondes disparités intrarégionales dans le déploiement spatial des déplacés

La distribution spatiale des déplacés suivant le rapport de la *Displacement Tracking Matrix* (DTM, « matrice du suivi des déplacements ») de l'OIM publié en avril 2019 présente de profondes disparités spatiales entre les six départements de la région de l'Extrême-Nord (figure 2). Ces disparités sont liées au niveau de proximité de chaque département des points d'incursion du groupe terroriste Boko Haram à la frontière avec le Nigeria. Le Logone-et-Chari, le Mayo-Sava et le Mayo-Tsanaga qui partagent l'essentiel de leurs frontières avec ce pays accueillent 94 % des déplacés internes et externes.



La dynamique migratoire est particulièrement forte dans les départements du Logone-et-Chari et du Mayo-Sava où les déplacés (internes et externes) représentent respectivement 33 et 24 % de la population totale. Cette proportion est de 8 % pour le Mayo-Tsanaga, malgré la proximité de ce département avec les principaux points d'incursion du groupe terroriste sur le territoire camerounais. Ce paradoxe s'expliquerait par deux facteurs :

- le relief est dominé par les monts Mandara, massif montagneux situé à la frontière entre le Cameroun et le Nigeria et culminant à près de 1 500 mètres d'altitude ;
- il s'agit du troisième département le plus peuplé au Cameroun avec plus de 700 000 habitants après ceux abritant les villes de Douala et Yaoundé.

⁴ HCR-bureau Cameroun, Portail opérationnel crises de réfugiés au Cameroun (<https://data2.unhcr.org/fr/country/cmr>), consulté le 22 septembre 2019.

HUMANITARIAN ALTERNATIVES

L'afflux des réfugiés est porteur d'enjeux d'amplification de la pauvreté dans une région où le seuil de pauvreté est le plus élevé au Cameroun. Elle concentre 35 % de la population la plus pauvre du pays contre 20 % pour la région du Nord et 13,2 % pour le Nord-Ouest. Selon la *Revue stratégique de la sécurité alimentaire et de la nutrition* régulièrement publiée par le Programme alimentaire mondial (PAM), l'Extrême-Nord est la région où sévit le plus l'insécurité alimentaire avec 35 % de la population affectée par le phénomène. La connaissance de la structure démographique des déplacés serait davantage un atout pour l'orientation des choix stratégiques des acteurs humanitaires.

Une dynamique migratoire polarisée sur les populations vulnérables

La vulnérabilité longtemps appréhendée en rapport avec les catastrophes naturelles⁵ mérite aujourd'hui d'être analysée sous le prisme des crises sociopolitiques et ethniques plus dommageables que les catastrophes naturelles ponctuelles et spatialement circonscrites. À titre illustratif, la persistance de la crise centrafricaine et des attaques du groupe terroriste Boko Haram depuis 2013 génère un flux migratoire continu qui implique par conséquent de mobiliser des dispositifs complexes de leur gestion sur le court, moyen et long terme. Une population vulnérable désignera un ensemble d'individus dont la capacité d'être et agir est affectée à court, moyen ou long terme, par la manifestation d'un phénomène ou d'un processus d'ordre environnemental, politique, économique, social ou sanitaire.

Dans le contexte des zones d'accueil des déplacés des crises, l'approche analytique ou synthétique de la vulnérabilité distingue quatre types de vulnérabilité⁶ :

- corporelle (ou physique) : accès au logement, à l'alimentation, aux soins de santé et besoins divers ;
- sociale (ou psychosociale) : précarité des conditions de vie des déplacés entre la promiscuité dans les camps de réfugiés et la vie hors camp ;
- institutionnelle : capacité de réponse des institutions nationales face à la crise ;
- fonctionnelle : déstructuration de l'économie agricole régionale/locale.

Les données démographiques sur les déplacés fournissent des connaissances utiles pour l'action humanitaire. Les statistiques des réfugiés et déplacés internes dans l'Extrême-Nord publiées par le HCR en septembre 2019 révèlent que la région accueille 29 829 ménages réfugiés vivant dans/et hors camp et 42 755 ménages déplacés internes hors camp en cohabitation avec les populations locales. Ces statistiques sont davantage édifiantes sur la structure démographique par sexe et par âge sur les réfugiés (tableau 1).

⁵ Frédéric Leone et Freddy Vinet, *La Vulnérabilité des sociétés et des territoires face aux menaces naturelles. Analyses géographiques*, Montpellier, Publications de l'Université Paul-Valéry Montpellier III, coll. « Géorisques », 2006.

⁶ *Ibid.*

HUMANITARIAN ALTERNATIVES

Tableau 1 : Structure des réfugiés dans la région de l'Extrême-Nord par sexe et par catégorie (septembre 2019)

Sexe	Adultes		Mineurs		Total par sexe	
Femmes	24 423	43 %	32 272	57 %	56 695	53,36 %
Hommes	17 405	35,12 %	32 147	64,88 %	49 552	46,64 %
Total par groupe d'âge	41 828	39,37 %	64 419	60,63 %	106 247	100 %

Table 1: Refugee structure in the Far North region by sex and category (September 2019)

Sex	Adults		Minors		Total by sex	
Women	24 423	43 %	32 272	57 %	56 695	53,36 %
Men	17 405	35,12 %	32 147	64,88 %	49 552	46,64 %
Total by age group	41 828	39,37 %	64 419	60,63 %	106 247	100 %

Sources : UNHCR, septembre 2019 (Cameroun Extrême-Nord : statistiques des réfugiés et PDI).
Sources : UNHCR, September 2019 (Cameroon, Far North: refugee and IDP statistics).

Le tableau met en évidence la propension des femmes (53,36 % des réfugiés) et des mineurs (60,63 %) à la vulnérabilité. La distribution statistique au sein du camp de réfugiés de Minawao (arrondissement de Mokolo), qui accueille 15 734 ménages (59 456 individus), épouse la même tendance (53,34 % de femmes et 62 % de mineures). Cette population a connu une augmentation de près de 10 % depuis décembre 2018, entretenue à la fois par les flux migratoires et la croissance naturelle. Si les dispositifs statistiques existants permettent aujourd'hui de saisir les dynamiques migratoires à l'échelle régionale et, dans une moindre mesure, à l'échelle des camps de réfugiés, appréhender les recompositions sociodémographiques à l'échelle des localités est une gageure. L'émergence d'une terminologie à la fois expressive et péjorative dans le contexte de la petite localité rurale de Zamay, dans l'arrondissement de Mokolo, témoigne d'une certaine difficulté institutionnelle à maîtriser les transformations observées. Zamay incarne désormais le statut de «village dépotoir», terminologie qui s'ancre progressivement dans l'usage des humanitaires et des administratifs nationaux et internationaux. La localité abrite, outre les populations locales largement minoritaires, le camp des réfugiés et celui des déplacés internes et ex-otages de Boko Haram.

Dans l'ensemble, l'état des connaissances sur cette dynamique et ses corollaires autorise deux arguments majeurs. Le premier souligne la polarisation de cette dynamique sur les populations vulnérables ; le deuxième montre que les crises sécuritaires peuvent être un puissant vecteur de recomposition sociodémographique lorsqu'elles perdurent. Pour l'action humanitaire, cette situation pose de réels défis de prise en charge des personnes à besoins spécifiques (PBS).

Les défis de la prise en charge des PBS : l'exemple des personnes âgées réfugiées de Centrafrique à Gado-Badzéré (Garoua-Boulai)

État des lieux des personnes âgées à besoins spécifiques

Porter une analyse sur les personnes âgées est digne d'intérêt pour la recherche, car il s'agit d'une catégorie démographique dont le taux d'accroissement témoigne d'une dynamique démographique majeure observée depuis quelques décennies en Afrique au sud du Sahara⁷. Leur prise en charge est une préoccupation sociale émergente pour les communautés et le politique au regard de leur plus grande vulnérabilité quand elles se retrouvent en situation de déplacés⁸.

Les personnes du troisième âge représentent une proportion de 3 % de la population totale des réfugiés du site de Gado-Badzéré, dont deux tiers de femmes et un tiers d'hommes. Elles sont qualifiées de personnes à besoins spécifiques (PBS) ou personnes à besoins particuliers et sont assimilées aux personnes vulnérables. Le concept de PBS est éminemment en lien avec la dynamique migratoire en cas de crise. Il est manipulé dans plusieurs disciplines scientifiques et polarise les actions des humanitaires sur les terres d'accueil des réfugiés. Laurence de Bauche relève qu'il existe sur le plan juridique, un lien établi entre les notions de *personnes vulnérables* et de personnes à *besoins particuliers*⁹. L'auteure précise que les demandeurs d'asile visés par ces concepts « [...] sont, de manière générale, toute personne qui a des *besoins particuliers* du fait d'un état de *vulnérabilité*. Sont explicitement mentionnés, les groupes de personnes suivants : les mineurs, les mineurs non accompagnés, les personnes handicapées, les personnes âgées, les femmes enceintes et les personnes victimes d'actes de torture, de viol ou d'autres formes graves de violence psychologique, physique ou sexuelle¹⁰ ».

Dans le contexte du site de Gado-Badzéré à l'est du Cameroun, un rapport du HCR sur les réfugiés centrafricains au Cameroun, relève que les PBS sont des enfants non accompagnés ou séparés de leurs parents, des enfants à risque, des femmes en situation à risque, des personnes âgées à risque des parents seuls, des personnes vivant avec un handicap, des personnes avec des conditions médicales sérieuses (figure 3).

⁷ Gilles Pison, « Le vieillissement démographique sera plus rapide au Sud qu'au Nord », *Populations et Sociétés*, n° 457, Ined, juin 2009 ; Jean-Pierre Guengant et John F. May, « L'Afrique subsaharienne dans la démographie mondiale », *Études*, 2011/10, t. 415, 2011, p. 305-316 ; Henri Leridon, « Afrique subsaharienne : une transition démographique explosive », *Revue Futuribles*, n° 407, juil.- août 2015, p. 5-21.

⁸ Jasmine Laurelle Kahou Nzouyem, *Analyse de la vulnérabilité des personnes âgées à Bangang ouest*, mémoire de master de géographie, université de Dschang, 2017.

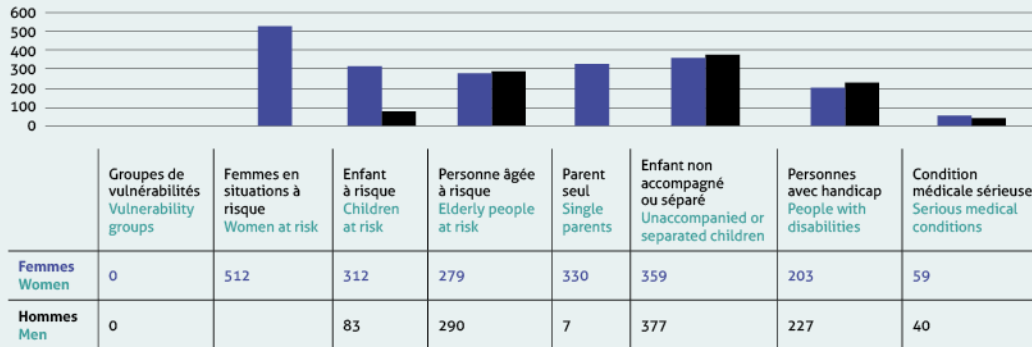
⁹ Laurence De Bauche, *La prise en compte de la vulnérabilité des personnes dans le cadre du régime d'asile européen commun*, Les notes d'analyse de l'Observatoire, n° 1, janvier 2011.

¹⁰ *Ibid.*, p. 8.

HUMANITARIAN ALTERNATIVES

**Figure 3 :
Distribution statistique des PBS
dans le site de Gado-Badzéré**

**Figure 3:
Statistical distribution of PWSN
at the Gado-Badzéré site**



Source : UNHCR, Rapport sur le Profil du site de Gado-Badzéré, 2018
Source: UNHCR report, profile of the Gado-Badzéré site, 2018

Les personnes âgées sont le deuxième groupe de PBS en contexte de migration forcée des Centrafricains à Gado-Badzéré, après les enfants non accompagnés ou séparés. L'échantillon de l'étude de terrain effectuée en mars 2019 présente 16 %¹¹ de personnes âgées de 57 à 81 ans, chefs ou simplement membres de ménages de réfugiés de ce site. Cette catégorie de réfugiés est majoritairement victime d'incapacité liée à leur fragilité physique et morale, ce qui appelle à l'urgence de leur prise en charge par des tiers.

Les populations du troisième âge : une catégorie spécifique de PBS

Les PBS présentent des préoccupations et besoins spécifiques liés à leur statut de migrant/déplacé dans des zones d'accueil et à leur spécificité démographique. Ces préoccupations et besoins sont relatifs, entre autres, au manque de revenus, aux difficultés de nutrition, à la vulnérabilité sanitaire, à la solitude. Il s'agit chez les personnes âgées réfugiées d'importants besoins socio-économiques et sanitaires spécifiques, difficilement satisfaits du fait de leur extrême vulnérabilité liée à leur inactivité sur le plan économique.

Les réfugiés âgés de plus de 59 ans, plus que ceux actifs, font particulièrement face à la précarité financière. Cette situation est renforcée par leur incapacité à exercer une activité ou à bénéficier d'une formation dans le cadre du programme « *Livelihoods* » du HCR (avec ses partenaires les ONG Lutheran World Federation – LWF et Solidarités International), à travers lequel ces acteurs humanitaires accompagnent depuis 2017 les réfugiés dans l'exercice d'une activité génératrice de revenus (AGR) pour leur autonomisation¹². Les réfugiés âgés éprouvent par conséquent des difficultés à satisfaire par leur propre initiative leurs besoins fondamentaux.

Les personnes du troisième âge présentent également les indicateurs de santé les plus défavorables après les enfants âgés de 0 à 5 ans. Les résultats des enquêtes menées dans le site de réfugiés de Gado-Badzéré corroborent leur extrême fragilité physique. Cette catégorie

¹¹ Le grand écart entre la proportion révélée par le HCR (2018) et celle de l'enquête de terrain peut être expliqué par la non-prise en compte des enfants de tous les âges, dans l'échantillon qui ne concerne que les chefs de ménages.

¹² L. Mamgno Kamga, *Activité génératrice de revenu et autonomisation des réfugiés centrafricains de Mandjou*, mémoire de master de géographie, université de Dschang, 2019.

HUMANITARIAN ALTERNATIVES

démographique a enregistré 24 cas de maladie sur un total de 77 cas observés sur le mois, soit 31 % de la morbidité mensuelle totale, après les enfants âgés de 0 à 5 ans qui totalisent 30 cas (38 % de la morbidité mensuelle).

Les réfugiés âgés souffrent de maladies infectieuses et spécifiquement de maladies chroniques (diabète, mal de dos, rhumatisme, tuberculose, etc.). Le HCR et le ministère camerounais de la Santé (MINSANTE) ont signé en août 2016 une convention cadre pour la prise en charge efficace des réfugiés centrafricains installés dans les régions de l'Adamaoua, l'Est, l'Extrême-Nord et le Nord. Le HCR s'est engagé à payer 70 % des frais des prestations liées à la prise en charge sanitaire des réfugiés et le MINSANTE, à assurer la supervision régulière de la prise en charge des réfugiés au sein des centres de santé compétents et à réduire de 30 % les tarifs des prestations sanitaires au profit des patients concernés. L'application de ladite convention va cependant se heurter à l'irrégularité des médicaments dans les pharmacies des structures sanitaires des sites de réfugiés. Ces derniers doivent recourir aux officines non agréées pour la prise en charge des PBS, où elles sont obligées d'acheter leurs médicaments sans réduction des coûts malgré leur statut de réfugiés PBS.

L'incapacité de nombreuses personnes âgées réfugiées à Gado-Badzéré les rend dépendantes de la générosité de certains membres de la famille et de la communauté, ou encore des dons et prises en charge des ONG ou de l'État hôte. On parle de dépendance chronique lorsque des personnes âgées seules, sans soutien de l'administration du pays d'accueil ou de leurs familles, deviennent dépendantes à long terme de certaines institutions, ici par exemple le HCR. Les personnes âgées témoignent de cette dépendance chronique. Par ailleurs, 60 % de PBS âgées ne recevaient pas une prise en charge totale depuis 2017, que ce soit sur le plan sanitaire ou alimentaire¹³. L'assistance du HCR et de ses partenaires humanitaires se fait désormais sur la base d'un ciblage des réfugiés les plus nécessiteux. Ainsi, lutter contre la vulnérabilité chronique en contexte de crise sécuritaire reste un défi majeur pour les acteurs humanitaires.

Dans ce contexte, l'action humanitaire doit affronter de nouveaux enjeux¹⁴ relatifs notamment à la dualité urgence-développement. Ces enjeux impliquent la maîtrise par les acteurs de données fiables pour assurer un meilleur ciblage des bénéficiaires. La collecte, le traitement, le stockage et la diffusion des données démographiques en contexte de crise constituent une gageure que les agences d'aide au développement et les institutions internationales tentent depuis quelques années de surmonter.

Deux dispositifs de production de statistiques démographiques sont aujourd'hui portés par le HCR et l'OIM :

- la base de données statistique du HCR fournit des données sur les réfugiés, demandeurs d'asile, réfugiés rapatriés, déplacés internes et apatrides ; les pays d'origine, les lieux d'origine, le genre, l'âge... ;
- la matrice de suivi des déplacements (DTM) de l'OIM, quant à elle, est un système de suivi et de surveillance des déplacements et de la mobilité de la population conçu pour obtenir, traiter et diffuser régulièrement et systématiquement des informations sur les mouvements et les besoins des populations déplacées quel que soit le lieu.

¹³ UNHCR, Rapport sur le Profil du site de Gado-Badzéré, 2018.

¹⁴ M. Merlin et P. Chevalier, « L'humanitaire : ses exigences, ses enjeux », *Médecine tropicale*, n° 62, 2002, p. 349-354 ; François Enten, Elisabeth Hofmann, Anne Le Naëlou, *Les acteurs de l'aide internationale : vers quels savoirs, engagements et compétences ?*, Actes du colloque de Bordeaux, septembre 2017, Éditions du Gret, 2018 ; Emmanuel Matteudi, « L'humanitaire au cœur des enjeux de la ville de demain », *Alternatives Humanitaires*, n° 10, 2019, p. 38-47, <http://alternatives-humanitaires.org/fr/2019/03/25/lhumanitaire-au-coeur-des-enjeux-de-la-ville-de-demain>

Si ces deux dispositifs constituent des outils privilégiés de ciblage pouvant permettre de faire la distinction entre les besoins de réponse humanitaires de court, moyen ou long terme et le besoin d'une réponse institutionnelle plus globale et durable¹⁵, on pourrait interroger les disparités dans leur fonctionnement qui posent les enjeux de coordination dans la production des données. Ces disparités concernent la périodicité de la collecte et de la diffusion des données, les variables, les cibles. Elles sont également relatives à la cohérence avec les bases de données nationales davantage disparates et incohérentes. C'est le problème de la comparabilité des données qui est ainsi posé pour capter l'outil démographique comme un véritable instrument d'action humanitaire.

Biographies

Joséphine Lémougué • Docteure en géographie, enseignante-chercheuse à l'université de Dschang au Cameroun et secrétaire permanente au Centre d'études et de recherche en espace, arts et humanité (CEREAH) de la même université, Joséphine travaille sur les questions transversales d'environnement, de santé, de population et de développement. Elle est lauréate de la bourse postdoctorale de la Fondation Croix-Rouge française, promotion 2018.

Éric Joël Fofiri Nzossie • Docteur en géographie, enseignant à l'université de Ngaoundéré au Cameroun, ses recherches portent sur les questions agricoles et alimentaires dans les aires sèches du Cameroun (stockage des récoltes, gestion des crises alimentaires, rôle des marchés agricoles dans la régulation de l'offre alimentaire urbaine, transfert de l'innovation agroalimentaire vers les utilisateurs). Les dynamiques démographiques constituent un facteur majeur d'explication des mutations agricoles et agroalimentaires étudiées. Eric Joël est chercheur associé à l'UMR 201 « Développement & Société » de l'IRD/IEDES (<https://umr-developpement-societes.univ-paris1.fr/menu-haut/membres/membres-associes/fofiri-nzossie-eric-joel/>).

Jasmine Laurelle Kahou Nzouyem • Titulaire d'un master de géographie économique et sociale et doctorante au département de Géographie-Aménagement-Environnement de l'université de Dschang (Cameroun), Jasmine Laurelle se spécialise en géographie de la population et du développement social. Elle est en phase de finalisation d'une thèse de doctorat (PhD) sur la vulnérabilité des personnes âgées dans un contexte de sous-développement.

Reproduction interdite sans l'accord de la revue Alternatives Humanitaires.

Pour citer cet article : Joséphine Lémougué, Éric Joël Fofiri Nzossie, Jasmine Laurelle Kahou Nzouyem, « Cameroun : les zones d'accueil des personnes déplacées, entre recomposition sociodémographique et gestion des personnes à besoins spécifiques », *Alternatives Humanitaires*, n°12, novembre 2019, p. 59-75,

<http://alternatives-humanitaires.org/fr/2019/11/14/cameroun-les-zones-daccueil-des-personnes-deplacees-entre-recomposition-sociodemographique-et-gestion-des-personnes-a-besoins-specifiques/>

ISBN de l'article (PDF) : 978-2-37704-589-1

¹⁵ M. Merlin et P. Chevalier, « L'humanitaire : ses exigences, ses enjeux », art. cit.